

## LE SNPSP GÈLE LA GRÈVE JUSQU'APRÈS L'ÉLECTION

## La voix muette des praticiens de la santé

**La décision du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) de geler sa grève illimitée, après un mois de débrayage, est motivée par deux raisons principales.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - La première est celle de respecter le bon déroulement de l'élection présidentielle, qui constitue une phase transitoire pour le pays, et la deuxième raison trouve son explication dans l'absence d'interlocuteur au niveau du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Dans un communiqué publié hier et sanctionnant les travaux de son assemblée générale, le SNPSP fait part de la détermination des praticiens à poursuivre le mouvement de protestation, jusqu'au lendemain de la tenue de la joute électorale.

«Notre mouvement a été taxé de politicien par le ministre Barkat. Nous répliquons à cela en disant que nos revendications sont socioprofessionnelles et que nous sommes également des citoyens algériens à la recherche de la stabilité», a déclaré le président du syndicat, M. Bensbaïni, avant d'ajouter que «durant toute cette période de transition, les praticiens de la santé publique se sont inquiétés de la prise en charge des malades dans les hôpitaux, afin qu'ils ne payent pas les frais du mépris qu'affichent les pouvoirs publics à leur égard». Les praticiens font allusion au lais-

ser-aller volontaire entrepris par le gouvernement dans sa globalité, bien avant le début de la campagne électorale.

Les affaires du pays sont gelées également. Aucune décision ne peut être prise dans tous les secteurs, sauf la justice,

qui reste à l'écoute d'événements sociaux susceptibles de perturber le climat électoral. D'ailleurs, faut-il rappeler la décision anticipée de la cour d'Alger de geler la grève des hospitalo-universitaires ? Le président du SNPSP a également fait part d'un recul du

taux d'adhésion à la grève, notamment dans les wilayas du Sud où la communication devient parfois difficile à gérer dans le temps.

Cependant, les représentants des trente wilayas présentes à l'assemblée générale ont réaffirmé, à

l'unanimité, leur engagement à poursuivre la grève, jusqu'à satisfaction de leurs revendications, prenant conscience des retombées de cette action, notamment les mises en demeure, les ponctions sur salaires et autres.

R. M.

## Sit-in aujourd'hui des psychologues au CHU Mustapha

Le Syndicat national algérien des psychologues, qui entame son troisième jour de grève, organise aujourd'hui à 11h un sit-in à l'intérieur de l'hôpital Mustapha-Pacha. Cette action de protestation risque toutefois d'être fortement réprimée par l'administration, selon le président du syndicat, M. Keddad, qui a dénoncé hier les avertissements lancés à leur encontre par cette administration. «Le premier responsable du CHU Mustapha-Pacha nous a signifié verbalement son refus d'accuser réception de notre demande d'autorisation du sit-in et nous a menacés de faire appel à la sécurité si le sit-in se maintenait», nous a informé M. Keddad,

qui poursuit son récit en précisant que ce directeur s'est servi de la campagne électorale pour empêcher ce rassemblement.

Pour rappel, le Snapsy a décidé de recourir à cette grève, après échec de toutes les tentatives pour une prise en charge des revendications des psychologues de la santé publique qui «traînent depuis 2005».

Souignons que le Snapsy revendique un statut particulier et un classement à l'échelle 13, au lieu de l'échelle 12, retenu dans le projet de statut des psychologues, ainsi que le paiement de leurs indemnités.

R. M.

MEETING POPULAIRE  
DE ABDELAZIZ ZIARI  
À SKIKDA :«Nous devons  
atteindre un taux  
de chômage  
de 8%»

Ce sont là les déclarations de Abdelaziz Ziari, président de l'APN, lors du meeting populaire qu'il a animé à la salle omnisports des Frères-Boucheche, à la cité des Frères-Saker. Une licenciée, au sortir de la salle, ne croyait pas ses oreilles. «Espérons que ce ne sont pas que de simples promesses, car on en a marre», dira-t-elle.

«Actuellement, le taux de chômage est de l'ordre d'un peu plus de 11%», enchaîne l'orateur, très confiant en l'avenir. Emboîtant le pas à Ahmed Ouyahia, venu jeudi dernier à Azzaba, Abdelaziz Ziari, la voix enrouée, a fait mieux que son prédécesseur dans le domaine en louant les efforts du président Abdelaziz Bouteflika.

Devant un parterre de personnalités nationales, comme Abderezak Bouhara, Brahim Chibout, le vice-président de l'APW de Constantine, des députés, des sénateurs, le P/APW, le P/APC, des élus de l'APW, les représentants des organisations de masse, l'orateur a vaguement mis en relief les résultats encourageants de la réconciliation. A ses yeux, la nouvelle place privilégiée qu'occupe l'Algérie sur la scène internationale est le résultat de la maturité politique constatée sur le plan national. «Bouteflika, c'est l'homme qui a mis fin à la fitna entre Algériens», dira Abdelaziz Ziari. Et d'ajouter : «La réconciliation ne veut pas dire se réconcilier avec les criminels mais leur faire face !»

«C'est pour cette raison, et tant d'autres, qu'il faut voter en sa faveur», a-t-il exhorté l'assistance. Les femmes étaient tellement euphoriques qu'on a eu souvent du mal à suivre ses interventions.

Zaïd Zoheïr

## TOLÉRANCE EN ISLAM

## Du concept et de sa traduction

**Le débat et la réflexion autour de la tolérance en Islam se sont poursuivis hier pour la seconde journée consécutive à l'hôtel El-Aurassi, à Alger. L'initiative du Haut-Conseil islamique (HCI) aura eu, au moins, le mérite d'évaluer l'étendue de l'incompréhension qui entoure le concept de la tolérance.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Une incompréhension qui, évidemment, influe sur les comportements qu'elle structure, notamment à l'ère de la mondialisation où chez de nombreux musulmans, la mondialisation et la notion des droits de l'homme qui lui est adjacente sont comprises, voire carrément ressenties comme une agression. Il y a eu, d'ailleurs, hier, à El-Aurassi, quelques interventions à avoir eu l'audace d'une telle affirmation. Et, pour les adeptes d'une telle perception des choses, l'Islam, entendre le musulman, ne devrait pas, au nom de la tolérance, rester passif.

En fait, l'essentiel est dans la nature de la réaction. El-Mounir

El-Kacimi El-Houceini, qui a diserté autour de la lutte des zaouïas, a considéré qu'il «faut y faire face» par faire preuve d'intransigeance «sur nos principes» et «sur notre spécificité identitaire». Se peut-il de réagir tout en demeurant tolérant ?

Une série de témoignages recueillis depuis l'aube de l'Islam jusqu'aux temps contemporains a permis d'illustrer maintes situations où la réaction et la tolérance n'étaient pas exclusives.

L'exemple le plus proche qui allia la réaction et la tolérance est fourni par l'imam Ibn Badis. Ce dernier combattit, sans verser dans l'intolérance, le soufisme. Il ripostait également, sans

se départir de la tolérance, aux écrits ouvertement anti-islam de certains éditorialistes de l'époque. Il avait recours, pour ce faire, à la réplique écrite... à l'argument.

L'attitude d'Ibn Badis, qui, en la matière, ne souffre aucun reproche, contraste douloureusement avec les prêches accompagnés d'actes de certains «illuminés» qui ont eu pignon sur minbar durant les deux décennies écoulées.

Cependant, il n'est toujours pas évident de faire de la tolérance un sacerdoce. Parce que, d'abord, le concept de tolérance en Islam est, de l'avis de cette enseignante universitaire, perçu sous plusieurs angles. Pour elle, il est utile d'unifier l'interprétation de ce concept, ne serait-ce que pour structurer une contribution au débat universel sur les droits de l'Homme. Le professeur Pierre Guichard (Université Lyon 2) a estimé, lui, que le mal-

entendu entre le christianisme et l'Islam n'est pas apparu avec la mondialisation.

«Dans un premier temps, le christianisme a eu tendance à prétendre à imposer ses valeurs, le reste du monde a réagi à ce qu'il considérait comme une agression. Plus tard, l'expansion musulmane a été elle aussi comprise comme une agression.»

Pierre Guichard a considéré aussi que le dialogue interreligieux reste très difficile, étant donné le poids des dogmes religieux. «La divinité du Christ reste un point d'achoppement majeur», dit-il.

Mais il ne désespère pas pour autant. «Néanmoins, il ne faut pas être catastrophique. Le dialogue interreligieux est souhaitable. Un rapprochement est possible à travers un respect mutuel des valeurs essentielles de l'autre religion», conclut-il.

S. A. I.

## BOUIRA

## Des ministres tentent de booster la campagne électorale

**Près d'une semaine après le démarrage de la campagne électorale, on assiste à une affluence record de ministres du gouvernement au niveau de la wilaya de Bouira, où des projets ont été lancés lors de la seconde mandature du président de la République.**

Ces visites sur le terrain coïncident avec les activités de campagne électorale menées par les partisans et des personnalités qui soutiennent Bouteflika pour un troisième mandat à la tête de la magistrature suprême.

Alors que Djamel Ould-Abbès, ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger a affirmé dimanche dernier, que sa visite à Bouira et sa rencontre avec le mouvement associatif, au niveau de l'INSFP

n'avaient aucune relation avec la campagne électorale, un film documentaire réalisé par le département du ministre sur les réalisations du président Bouteflika depuis 1999 a été présenté à l'assistance lors de cette rencontre.

Dans la journée de lundi, c'était au tour de M. El-Hadi Khaldi de se rendre à Bouira, cette fois-ci, la visite n'était pas officielle.

L'hôte de Bouira s'est déplacé dans la localité de Haïzer en

compagnie d'un sénateur du FLN. Sur les lieux, ces derniers furent accueillis par plusieurs dizaines de jeunes qui scandaient des slogans contre le vote, ceci après avoir fermé le siège de l'APC pour attirer l'attention des autorités sur la crise qui perdure au sein de cette Assemblée à cause du blocage provoqué par les dissensions entre les élus et le maire d'obédience FLN.

Ceci a eu lieu au moment où des représentants des six candidats continuent de parcourir les localités de la wilaya, prêchant la bonne parole, assaisonnée de promesses électorales dans l'espoir de convaincre les citoyens d'aller vers les urnes le 9 avril

prochain et de ne pas répondre à l'appel des formations politiques qui ont appelé au boycott de la présidentielle.

La campagne électorale pour le scrutin présidentiel peine encore à susciter l'enthousiasme des populations. Si l'on met de côté les affiches des candidats placardées d'une manière anarchique et les banderoles du FLN ainsi que des posters géants de Bouteflika suspendus au niveau de plusieurs ruelles de la ville de Bouira, sans que la commission de surveillance des élections remette à l'ordre les différents états-majors, la campagne électorale semble passer inaperçue pour la majorité des citoyens.

Amine Han